



*2015
Hommage aux avocats
philippins.*

IDH * A * E



JOURNEE DE L'AVOCAT MENACE

Day of the Endangered Lawyer

Vendredi 23 janvier 2015

2015

*Hommage aux avocats
philippins.*

**Association des Avocats Européens Démocrates (A.E.D.),
Association Européenne des Juristes pour la Démocratie et les
Droits de l'Homme (E.L.D.H.)
Institut des Droits de l'Homme des Avocats Européens
(I.D.H.A.E.)**

A nos membres

Comme en 2014, l'IDHAE entend s'associer à la journée de l'Avocat menacé, belle idée lancée sous l'impulsion d'Hans GAASBEEK. Pour être loin du centre d'intérêt de notre intitulé consacré à l'Europe – certainement par trop réducteur – les Philippines, comme l'année dernière la Colombie, doivent susciter notre inquiétude.

Déjà, 11 avocats avaient été assassinés de 1984 à 1992, et parmi eux, Alfonso Surigao, 44 ans, président du conseil régional d'Amnesty International, à Cebu, en juin 1988. En 2009, on dénombrait déjà au moins 23 avocats tués aux Philippines depuis 2001. Aujourd'hui combien sont-ils ? Au moins quatre dizaines, si on y ajoute les professionnels du droit (les procureurs sont des avocats), la plupart morts entre 2004 et 2014. Neuf en 2005, sept en 2006, cinq en 2012, au minimum quatre en 2014.

Il est vrai – dira-t-on- que plusieurs centaines de militants ont été tués aux Philippines depuis 2001. Nombre d'entre eux avaient été étiquetés comme soi-disant «ennemis de l'État», la plupart ont péri dans l'exercice de leurs fonctions professionnelles, parce qu'ils ont été assimilés à leurs clients ou à la cause de leurs clients.

Alors que la quasi-totalité des assassins demeurent non identifiés, et encore moins sanctionnés (jusqu'à présent, tout au plus une ou deux personnes, auraient été condamnées pour le meurtre d'un avocat) l'accroissement des assassinats semble être intimement lié à la philosophie des ennemis qui sous-tend les plans d'éradication des opérations de contre-insurrection et à la culture d'impunité dont jouissent les agresseurs de militants des droits de l'homme et notamment d'avocat.

Comme les militants de gauche et les professionnels des médias, les professionnels du droit ont exprimé leur préoccupation au cours des dernières années pour leur sécurité personnelle. Les juges ne sont pas épargnés, avec des gangs de criminalité organisée les ciblant de décisions défavorables.

Cela ne saurait durer et un vaste mouvement de sensibilisation mais aussi de protestation en appelant la conscience des hommes à l'indignation, s'imposait. C'est le sens de la : « Journée de l'avocat menacé 2015 ».

Pour y apporter davantage de contribution, le présent document réunit la plupart des cas traités, depuis 2004, par l'IDHAE dans le cadre de son « Observatoire mondial des violations des droits de la défense et des droits des avocats dans le monde ».

IDHAE

PHILIPPINES – 13 février 2004

Juvy Magsino

*Assassinée spécialisée dans les droits de l'Homme et présidente de Mindoro pour
« Justice et Paix »*



Juvy Magsino, avocate (« atty » pour attorney en philippin) et militante des droits de l'Homme, 34 ans, a été assassinée, le 13 février 2004, dans l'est de l'île de Mindoro, aux Philippines. Deux hommes, sur une moto sans plaques d'immatriculation, ont criblé de balles le véhicule de Juvy Magsino, dans lequel se trouvait également une autre militante des droits de l'homme, Leyma Fortu, les tuant toutes les deux sur le coup, alors qu'elles se rendaient chez des amis à Pinagsabangan.

Juvy Magsino était une avocate spécialisée dans les droits de l'Homme, la présidente de Mindoro pour « Justice et Paix » et maire-adjointe de Naujan, au Mindoro Oriental. Peu avant cet événement, Juvy Magsino avait reçu des menaces affirmant qu'elle ne vivrait pas au delà du 15 février 2004. Elle avait notamment critiqué le déploiement militaire croissant dans la province de l'île, ainsi que l'ancien officier commandant la 204ème IBPA, col. Jovito Palparan Jr, suspecté d'être impliqué dans des exécutions sommaires au mois d'avril 2003.

Leyma Fortu travaillait pour l'ONG *Alliance for the Advancement of People's Rights* (KARAPATAN, Alliance pour la promotion des droits du peuple). Les deux femmes étaient affiliées au parti de gauche *Bayan Muna* (*Le peuple d'abord*).

Les responsables de l'attentat pourraient faire partie d'un groupe de vigilance lié à une brigade locale des Forces armées philippines.

Depuis le début des années 2000, sont survenues une série d'exécutions extrajudiciaires dans le contexte d'opérations militaires anti-insurrection à Mindoro. Juvy Magsino avait reçu des menaces lui annonçant qu'elle ne serait plus en vie après le 15 février.

PHILIPPINES – 13 Avril 2004

Victoria Mangapit-Sturch

Abattue alors qu'elle montait dans un taxi à Baguio

En Septembre 2003, Victoria Mangapit Sturch, avocate de premier plan membre du barreau de Baguio depuis 1977 et longtemps professeur de droit des sociétés à la Fondation Baguio, avait été poignardée à six reprises en une attaque serait liée au travail. Elle avait alors survécu par miracle mais le 13 Avril 2004 dans l'après-midi, elle a succombé à une balle de pistolet de calibre 0,25 dans la nuque. Un homme s'est approché derrière elle alors qu'elle s'apprêtait à monter dans un taxi qu'elle venait de héler le long de Harrison Road et a tiré.

Kira Espino, fille et secrétaire personnelle de Victoria Mangapit Sturch, croit que le meurtre de sa mère était lié au travail. Elle a révélé que sa mère avait discuté avec elle les suspects possibles en Septembre dernier s tentative tuer. Elle a toutefois refusé de les nommer.

Le Barreau intégré des Philippines section de Baguio-Benguet a condamné le meurtre et a demandé à la police de travailler double de temps pour résoudre l'affaire.

PHILIPPINES – 11 Octobre 2004

Arbet Sta. Ana-Yongco



Arbet Sta. Ana-Yongco, 37 ans, a été tué dans son cabinet, situé à l'intérieur de son domicile, à Cebu City, le 11 Octobre 2004. Droit Inc. est une organisation non gouvernementale qui promeut les femmes et les droits des enfants. Elle agissait comme procureur privé contre l'ancien maire de la ville Ruben Ecleo, le «maître suprême» de l'Association de bienfaisance missionnaires Philippines, accusé d'avoir tué sa femme Alona Bacolod et son frère et les parents en Janvier., 2002

En 2007, la Cour de première instance régionale (RTC) a acquitté de deux trois accusés du meurtre pour insuffisance de preuves. Deux ans plus tard, le troisième, seul condamné, est mort de complications découlant du diabète.

18 Novembre de 2004 : Versim Enad, un ancien maire a été abattu devant MEJ Burger House de Panabo.

22 Novembre 2004 : Edgar Calizo Sr. a été abattu par deux hommes non identifiés à Kalibo Aklan. Il a reçu 17 blessures par balle. Il était l'avocat de la défense dans les meurtres d'un Suisse allemand, d'un Britannique et d'un philippin, à Boracay, en mai 2004.

5 février 2005 : Reuel Dalguntas et son neveu Garry Hopilena, tous les deux de Davao City, ont été tués dans une embuscade prétendument tendue par des hommes "Davao Death Squad". Des hommes sur des motos ont tiré sur eux tandis qu'il franchissaient en voiture le pont de Panacan. Reuel Dalguntas s'occupait de l'affaire de l'ancien maire assassiné de Panabo et de celle de l'avocat Versim Enad, tué en Novembre 2004.

9 Février 2005: Teresita Vidamo, chef du Bureau du procureur public (PAO) de Las Pinas, été abattue, devant sa maison, dans son van L-300 à Casimiro Village Pulang Lupa. Elle était en charge de litiges fonciers et d'affaires sensibles de droit du travail.

PHILIPPINES – 14 mars 2005

Felidito Dacut

Assassiné à Tacloban



Felidito Dacut, 51 ans, avocat à Leyte et coordinateur Régional et avocat du parti Bayan Muna, dans les Visayas orientales, a été abattu dans le dos dans un véhicule de transport public multi-taxi à Tacloban, Leyte (Visayas orientales), le 14 mars 2005 au retour d'une réunion par deux hommes non identifiés qui se trouvaient à bord d'une moto. Il allait acheter du lait pour son enfant de deux ans. Selon ses proches, des membres du personnel de l'armée seraient suspectés du meurtre. Celle-ci avait publiquement déclaré qu'elle allait débarrasser les Visayas des groupes antigouvernementaux.

Felidito Dacut fut un de ceux qui avaient été conduit une «mission de solidarité» pour enquêter sur les violations des droits de l'homme, à Catarman, au Samar du Nord. Il s'occupait d'affaires de droit de l'homme et de droit du travail. Membre du comité de direction du Barreau intégré des Philippines (IBP), il était le président du Comité d'aide juridictionnelle du Barreau intégré des Philippines (IBP) pour la section de Leyte.

PHILIPPINES – 22 Mars 2005

Charles Juloya

Huit balles tirées sur lui. Il échappe à la mort après trois opérations.



Charles Juloya, 42 ans, a été victime d'une à une tentative d'assassinat à Aringay, La Union. Il allait traverser la route, après avoir garé sa voiture à côté d'une carindaria (boutique de restauration de rue), dans la rue de son cabinet d'avocat, lorsqu'un homme armé a tiré sur lui avec un pistolet de calibre 45. L'assaillant a tiré huit coups consécutifs et atteint à deux reprises deux fois. Une balle lui a fracturé le pied gauche, tandis qu'un autre a traversé l'abdomen. Malgré le sang qui giclait de son corps, il a pu courir vers un abri de trottoir son assassin a traversé la route chargée de circulation et a disparu dans la foule en direction d'un marché public.

La réaction de la police a été tardive bien qu'il y eut un avant-poste à 15 mètres de la scène du crime. C'est son secrétaire et des passants qui l'ont amené à l'hôpital. Nt plusieurs semaines, après trois opérations, il a survécu à l'attaque.

Charles Juloya a été attaqué huit jours après Felidito Dacut. Comme lui il s'occupait d'affaires de droit de l'homme et de conflits de travail *pro bono*. Il était l'avocat de l'Alliance Ilocos des droits de l'homme, une organisation de défenseurs des droits de l'homme affiliés au groupe KARAPATAN.

8 mai 2005 : Ambrosio Matias et son fils Leonard Matias, étudiant en droit de 23 ans, ont été abattus par des hommes non identifiés dans une cabane près de l'ensemble General Luna High School, de La Union. Ambrosio Matias était l'avocat des organisations paysannes à Luzon Central et Coordonnateur municipal pour le groupe de partis Anakpawis (Les Masses laborieuses).

PHILIPPINES – 1 septembre 2005

Norman T. Bocar



Norman T. Bocar, un avocat du peuple et président régional du BAYAN Eastern Visayas (Bagong Alyansang Makabayan), a été assassiné le 1^{er} septembre 2005, à Borongan, dans le Samar oriental une des sept régions des Visayas orientales. Norman Bocar, a été assassiné après avoir quitté une réunion interne agence organisée par l'Office provinciale et touristique de Borongan. Le mode opératoire de l'assassinat dénote une action militaire. Il aurait été inscrit sur une liste du plan d'action de l'opération "Oplan Ligpit" (Operation Plan Exterminate) de la huitième division d'infanterie des forces armées des Philippines (AFP).

Norman T. Bocar, était l'avocat des militants. Mais aussi un avocat *pro bono* prodiguant ses services aux paysans et aux travailleurs pauvres, qu'il ne faisait pas payer. Il était aussi un activiste du tourisme et de l'environnement provincial. Il a contribué de manière significative aux efforts de Bayan-EV à susciter, organiser et mobiliser les populations des Visayas orientales contre le gouvernement en place ainsi que contre les différents régimes dans le passé.

6 Septembre 2005 : Victor Padilla époux de Ma. Luisa Quijano-Padilla, juge à la Cour Régionale de Quezon City, a été tué par un ou plusieurs hommes qui sont entrés dans sa maison de Sampaloc Manille. Il s'occupait d'affaires sensibles, y compris un procès contre un riche homme d'affaires.

5 Septembre 2005: Eugenia Vinluan Campol, 36 ans, un avocat qui travaillait au Public Attorney Office (PAO) à Baguio City a été abattu par des inconnus alors qu'elle était sur le chemin de sa voiture près de l'Université de Baguio Campol était l'avocat principal dans une procédure pour abus de pouvoir et d'oppression déposé devant l'Office de l'Ombudsman contre le vice-maitre de Boliney, dans la province d'Abra. Le plaignant était l'époux Julius Campol. La police aurait déclaré que le maire de Boliney et son père auraient été les commanditaires de l'assassiné, commis par Bernard Fassong. La victime était aussi professeur à la faculté de droit de l'université Baguio

31 mars 2006 : Godofredo Pacenio Jr. à Agusan del Norte dans la province Butuan City retournait à son domicile à Buenavista dans un véhicule de transport public lorsque un autre passager l'a abattu.

14 Avril 2006 : Carlo Magno Uminga membre du People Law and Enforcement Board (PLEB) dans la province de Pangasinan, a été abattu et son épouse grièvement blessé par des hommes armés les ont attaqués. Uminga avait gagné la colère de nombreux policiers en raison de son travail avec PLEB un gouvernement agence poursuivre policiers égarés entre autres. Carlo Magno Uminga s'est attiré la colère de beaucoup de policiers en raison de son action avec le PLEB, une agence gouvernementale chargée de poursuivre les erreurs policières, entre autres

15 Mai 2006 : Rogelio Montero et son fils revenaient d'une audience et étaient à la recherche d'un endroit pour prendre une collation. Bien que descendant de leur véhicule des assaillants non identifiés ont surgi et ont tué Montero.

21 juin 2006 : Evelyn Guballa a été tué par des hommes à moto à Bago Bantay Quezon City.

PHILIPPINES – 12 décembre 2006

Gil Gojol



Le 12 Décembre 2006, Gil Gojol revenait d'une audience du tribunal à Gubat, Sorsogon (623 kms au sud de Manille) lorsque quatre hommes armés ont hélé sa camionnette blanche et tiré sur le chauffeur, Danilo France pour obliger le véhicule a s'arrêter. Selon les rapports de police, Gojol a pu quitter le véhicule et s'échapper mais les agresseurs lui ont tiré une balle dans le dos et il est tombé sur le sol. Les assaillants se sont approchés de lui et lui ont tiré une balle dans la tête. Il a été tué à environ 200 mètres d'un détachement du 22e bataillon d'infanterie de de l'armée philippine

Depuis 1990, Gil Gojol a défendu les droits des victimes de violations des droits de l'homme. Il défendait les agriculteurs de Bicol et ceux qui étaient persécutés politiquement et poursuivis par l'armée pour actes de rébellion. Gil Gojol était parmi les avocats qui ont déposé une plainte contre Lafayette Philippines, Inc. Il avait été l'avocat de Sotero Llamas un membre du National Democratic Front of the Philippines (NDFP) qui a été illégalement détenu par le gouvernement de mai 1995 à Juin 1996.

16 juin 2007 : Demetrio Hilbero, 70 ans, a été tué dans le village réel Calamba Laguna Ville comme il était sur le point d'ouvrir la porte de son cabinet près du marché public.

17 juin 2007 : Luis Dote, du bureau du procureur général de la province de Masbate Mandaon, était à bord d'un fourgon de passager de Mandaon lorsque des tireurs ont fait feu sur lui après avoir atteint village Maingaran à Masbate City.

10 Septembre 2007: Alejo Dojillo médiateur adjoint de San Fabian Pangasinan était à bord d'un tricycle sur son chemin à un terminal de bus quand il a été abattu par des hommes à bord d'une moto.

15 Novembre 2007 : Rebecca Manuel-Basa et son client dame dans une procédure en annulation de mariage ont été abattus par un tueur professionnel intérieur de la salle d'audience de la Direction générale RTC 199 (Cour de la famille) de Las Pinas.

21 mai 2008 : Richard William Sison, 52 ans, un avocat bien connu dans la province de Cebu qui est également le l'avocat de l'ancien maire de Lapu-Lapu City, a été abattu par deux hommes à bord d'une moto, à Barangay Tinago,

PHILIPPINES – 9 juin 2009

Crispin Perez

Avocat-journaliste assassiné en pleine rue par un pseudo-client.



Crispin Perez, 66 ans, était l'ancien vice-gouverneur de la province du Mindoro Occidental. Il était surtout avocat, avant de devenir un journaliste de radio Il a été assassiné, dans la matinée du 9 juin 2009, devant chez lui à San Jose City, dans l'île de Mindoro, au centre des Philippines.

Crispin Perez venait de quitter son bureau après avoir animé sa matinale quotidienne *Sa Totoo Lang* sur la radio locale DWDO. Alors qu'il arrivait en face de son domicile à Barangay 7, il a été vu notamment par sa femme en train de parler avec un inconnu qui a sorti un couteau et l'a frappé à deux reprises dans le

dos. Le suspect a ensuite tiré deux balles d'une arme de calibre 45 avant de s'enfuir en moto. Crispin Perez a été déclaré mort à son arrivée à l'hôpital. Crispin Perez animait deux émissions d'interviews-variétés sur une station de radio appartenant à l'État dans la province de Mindoro Occidental et avait fortement critiqué les intérêts miniers et énergétiques locaux. Selon la gouverneure du Mindoro Occidental, le journaliste se serait fait de nombreux ennemis pour avoir critiqué un contrat signé entre une coopérative locale et une entreprise privée influente. Toutefois, la profession d'avocat n'est pas étrangère aux circonstances du meurtre, puisque le tireur se serait fait passer pour un client ayant besoin d'une consultation juridique avant de poignarder Perez dans le dos. Le 2 juillet 2009, un officier de police philippin a été arrêté pour le meurtre et identifié comme l'assassin par la femme de l'avocat. Le suspect aurait travaillé comme garde du corps d'un politicien local dont l'entreprise avait été critiquée par Crispin Perez au cours de son émission de radio.

PHILIPPINES – 23 novembre 2009

Cynthia Oquendo et Conception Brizuela

Massacre de deux avocates volontaires du peuple de Mindanao.



Le 23 novembre 2009, **Cynthia Oquendo** et **Conception "Connie" Brizuela** ont été enlevées par une centaine d'hommes armés sur une route de la province de Maguindanao avant d'être assassinées en même temps que plus de 50 personnes, dans la province de Maguindanao, sur l'île de Mindanao.

Cynthia Oquendo et Connie Brizuela, étaient les avocates d'Esmael Mangudadatu, maire adjoint du bidonville de Buluan, opposant féroce de l'actuel gouverneur de la province de Maguindanao et candidat au poste de gouverneur de province. Elles accompagnaient leur client pour la certification de sa candidature aux prochaines élections générales prévues en mai 2010. La femme de Mangudadatu et plusieurs membres de sa famille figurent parmi les personnes tuées au cours du massacre.

57 personnes - dont au moins 14 femmes - ont été massacrées dont 30 journalistes.

"Connie " Brizuela était membre du Comité Exécutif et trésorière de l'Union d'Avocats du Peuple du Mindanao (Union of Peoples' Lawyers in Mindanao (UPLM)), une association locale d'avocats volontaires de la province connue pour son engagement en faveur d'une défense publique, et Cynthia Oquendo était membre de l'UPLM. Elles s'étaient investies dans la défense pro bono au sein de l'Union d'Avocats du Peuple du Mindanao.

Connie Brizuela était depuis longtemps victime de harcèlement à cause de ses activités en faveur des droits de l'homme. Il y a quelques années, elle a avait été emprisonnée quelques jours à la suite d'une plainte pour diffamation de la part du gouverneur de l'époque.

PHILIPPINES – 19 mars 2010

Dante B. Untalan

Assassiné de dix balles tirées par des inconnus alors qu'il se rendait à son bureau au sortir de l'audience



Dante B. Untalan, 59 ans, a été assassiné le 19 mars 2010 de dix balles tirées à bout portant par des inconnus dans la ville de San Carlos Cacaritan, alors qu'il se rendait dans un tricycle loué à son bureau à Urbiztondo au sortir d'une audience.

Le conducteur du tricycle a entendu des coups de feu, mais il a cru qu'il ne s'agissait que de pétards, puis il a remarqué que son passager s'était affaissé sur le côté de son tricycle tandis que deux hommes s'enfuyaient. Pris de peur, il s'est enfui en abandonnant son véhicule, laissant Untalan sans vie.

Certains observateurs estiment que l'avocat était suivi depuis l'audience à laquelle il venait d'assister à Urbiztondo. Comme il faisait chaque jour le même trajet pour se rendre à son bureau à San Carlos, ils l'ont attendu à un endroit où il n'y avait pas ou très peu de témoins.

5 août 2011 - Archer Baldwin Martinez, assassiné à Dumaguete.

3 août 2012 - Manolo Zerna, assassiné à Tanjay, Negros Oriental.

20 août 2012 - Xerxes Balios Camacho, ancien président du Barreau intégré des Philippines (IBP), section du Samar du Nord, a été abattu par deux hommes à bord d'une moto. Il était lui-même sur sa moto le long du Sitio Taguibian, à Catarman. Une seule balle dans la partie gauche du visage l'a tué instantanément.

Il avait travaillé comme chef de l'administration et chef de la sécurité de l'Université des Philippines de l'Est (UEP). Décrit comme un homme aimable et pacifique, Xerxes Balios Camacho s'était occupé d'affaires sensibles à Calbayog.

20 septembre 2012 - Nicomède Romagos, assassiné à Cataingan, Masbate.

29 octobre 2012 - Lazaro Gayo, assassiné à Agoo, La Union.



Lazaro Gayo, 62 ans, a été abattu alors qu'il était assis dans son cabinet dans le quartier de Consolacion, à Agoo, dans la province de La Union. Un individu est entré et a tiré sur lui avec un pistolet de calibre 45.

Ancien vice-maire de Tubao, il était candidat pour un siège au Conseil provincial (Sangguniang Panlalawigan) de La Union.

14 novembre 2012 - Sulpicio Landicho

Sulpicio Landicho, 53 ans, a été assassiné en face de son domicile à Tanauan, Batangas, par deux individus sur une moto armé d'un pistolet de calibre 45.

22 janvier 2013, Jubian Achas

Jubian Achas a été tués par les tirs de l'ancien journaliste canadien John Pope à l'intérieur du tribunal de Cebu. Son client, le docteur René Rafols, chirurgien pédiatrique renommé, a été abattu en même temps que lui. Le procureur adjoint de Cebu, Maria Theresa Calibugan-Casiño, a survécu à une balle reçue dans la nuque. L'agresseur s'est tué lorsqu'il a été cerné par deux policiers.

PHILIPPINES – 18 mai 2013***Ian Vela Cruz***

Abattu après avoir déposé plainte contre des policiers locaux



Ian Vela Cruz, 36 ans, a été abattu en face de sa maison à Barangay, East Bajac-Bajac, de plusieurs coups de fusil, alors qu'il revenait de la messe à la chapelle *Iglesia ni Cristo*. Un inconnu a tiré à trois reprises sur lui avec un fusil avant de s'enfuir sur une moto conduite par un complice faisait le guet. Transporté à hospital St. Jude à Olongapo, Ian Vela Cruz a été déclaré mort des deux balles de calibre 45 reçues en pleine tête.

Ian Vela Cruz avait déposé une plainte pour kidnapping et extorsion de fonds au nom des parents du jeune acteur Jake Vargas, dont le frère et la sœur avaient été enlevés l'année dernière par des policiers d'Olongapo avant d'être relâchés après avoir payé un rançon de 200.000 Pesos Philippines (3.252,46 €).

PHILIPPINES – 31 août 2013

John Mark Espera

Abattu par un policier



John Mark Espera, 39 ans, a été tué de multiples blessures par balles, dont deux qui l'ont touché à la tête et à l'abdomen, le 31 août 2013 à Barangay Puaò. mort à Il est mort son arrivée à l'Ange Salazar Hôpital Memorial de San Jose de Buenavista. Les douilles vides retrouvées sur les lieux par la police proviennent à la fois d'un pistolet de calibre 9 mm, d'un fusil M16 et d'un fusil de chasse.

Un suspect s'est livré : le policier Jose Suarez, chef du renseignement affecté au poste de police municipal de Tobias Fornier et ses frères Rico et Billy Boy. C'est au moment où il était sur le point de monter dans sa voiture qu'il a rencontré Suarez. Après un vif échange de mots, il y aurait eu une bagarre.

La police est toujours à la recherche de son jeune frère et d'un cousin, également soupçonné d'avoir participé au meurtre.

La police considère que le meurtre serait lié à la politique locale, car le grand-père de l'avocat a récemment été élu membre de la Sangguniang Panlalawigan (le conseil provincial). Mais selon l'« Union Nationale des Avocats du peuple » (NUPL), les indices démontreraient des liens avec l'exercice de sa profession. John Mark Espera était un avocat proche des prisonniers politiques, mais aussi un défenseur actif de leurs droits.

PHILIPPINES – 18 Février 2014

Noel D. Archival

Assassiné à Dalaguete, dans l'île de Cebu.



Noel D. Archival, 52 ans, avocat de Cebu City en charge d'affaires pénales très médiatisées a été tué, avec son assistant et le chauffeur après avoir été pris dans une embuscade sur la route nationale à Barangay Coro, Dalaguete, Cebu.

Noel Archival, et deux collaborateurs Paolo Cortes et Edu Mendoza, revenaient à Cebu City, après une audience du tribunal régional 38 de Dumaguete City.

Les assaillants ont utilisé deux camionnettes pour encadrer le véhicule et forcer le chauffeur à s'arrêter près d'une falaise. Puis, ils l'ont criblé la voiture à l'arrêt d'au moins 31 trous de balle d'un fusil M16 Armalite.

Noel Archival s'est affalé sans vie sur la banquette arrière, mort sur le coup tout comme Edu Mendoza. Le chauffeur Alejandro Jaime et l'autre collaborateur de l'avocat, Paolo Cortes, touché au bras gauche ont été amenés dans un hôpital de Cebu. Alejandro Jaime a été déclaré mort à son arrivée au Centre médical de Cebu City. Seul Paolo Cortes a survécu

Qualifié de «*l'un des avocats les plus en vue dans les salles d'audience car il s'occupait de beaucoup d'affaires*» ou de «*célèbre avocat*» à Cebu City par le *Sun Star* de Cebu, Noel Archival avait défendu l'accusé dans l'affaire à sensation de l'étudiant Frederick Cahayang, décédé lors d'un rite d'initiation de fraternité dans une station balnéaire de Compostelle en 1991.

Le Barreau intégré des Philippines (IBP), section de Cebu City, a exhorté le public à ne pas considérer les avocats comme leurs ennemis car ils ne sont que les représentants de leurs clients. La présidente de la section de Cebu City de l'IBP, Elaine Bathan, a affirmé que la mort de Noel Archival est liée à son exercice professionnel. Elle a ajouté, que par mesure de précaution, les avocats devraient procéder à une évaluation des affaires avant de les accepter. L'assassinat de Noel Archival a relancé le débat sur la nécessité d'armer les avocats.

Pour d'autres, le type de l'embuscade de style militaire mettraient en cause des forces organisées. Selon le Bureau national d'enquête (NBI), quatre fonctionnaires du Groupe de patrouille routière (HPG) seraient «suspects» dans l'embuscade mortelle.

PHILIPPINES - 8 Août, 2014

Cristobal Fernandez

Cristobal Fernandez, 64 ans, avocat dans la province du Pangasinan, dans l'île de Luzon, a été abattu le 8 Août, 2014 à son domicile de Poblacion, à San Fabian. Il se trouvait devant sa maison occupé à vérifier le courrier électronique sur son ordinateur portable avant de partir pour une audience du tribunal de Basista quand deux hommes casqués à bord d'une moto sont survenus. Un des hommes a fait irruption dans la maison et a tiré à plusieurs reprises le touchant à la tête, à l'aisselle et au bras. IL a été déclaré mort à son arrivée à l'hôpital Decena à Dagupan. La police a récupéré quatre douilles de calibre 45.

Après plus de trois mois, bien pris par les autorités du Pangasinan a déclaré que les deux suspects membres d'un gang connu pour participer à des exécutions ciblées.

L'affaire serait liée à la pétition des résidents d'Angio demandant la fermeture de porcherie 50 mètres des écoles publiques. Cristobal Fernandez avait introduit une procédure contre le propriétaire de la ferme avec l'aide du Conseil de village d'Angio.

PHILIPPINES – 24 août 2014

Rodolfo R. Felicio

Abattu alors qu'il intervenait dans un litige foncier à Rizal, à l'est de Manille.



Le 24 Août 2014, Rodolfo R. Felicio a été tué dans un camping à Taytay, Rizal, à l'est de Manille. Quatre hommes à moto ont tiré des coups de feu sur Rodolfo R. Felicio alors qu'il dormait dans une tente.

Spécialiste des litiges fonciers, Rodolfo R. Felicio a été abattu alors qu'il travaillait pour une famille sur un litige foncier à Rizal.

Rodolfo R. Felicio a été impliqué dans des affaires importantes, comme le lancement d'une poursuite privée contre les auteurs présumés de l'enlèvement, de la torture et de l'assassinat du leader syndical philippin Rolando Olalia et son chauffeur Leonor Alay-ay. Membre de l'Union nationale avocats du peuple NUPL, il était également membre de l'équipe d'intervention rapide, composé de membres de la NUPL et de l'organisation des droits de l'homme KARAPATAN, qui avait pour mission de répondre immédiatement aux cas de violations des droits de l'homme, telles que les exécutions extrajudiciaires de militants politiques commises par les forces de sécurité et les groupes paramilitaires.

PHILIPPINES – 9 Octobre 2014

Jacinto dit "Jack" Turqueza

L'ancien journaliste devenu avocat, assassiné à Bangued, dans la province d'Abra.



Ancien journaliste, Jacinto dit "Jack" Turqueza, 47 ans, a été abattu à Bangued, la capitale provinciale, d'Abra par deux hommes armés non identifiés sur une moto. Il roulait sur sa moto à Tuguegarao City, lorsque les agresseurs, qui l'avaient suivi, lui ont tiré quatre balles dans la tête et dans le thorax. Il est mort sur le coup. Professionnel des médias vétérans ancien correspondant *Manilla Bulletin* et journaliste de *Abra Aujourd'hui*, il avait cessé sa carrière en tant que journaliste pour devenir avocat. Il travaillait comme agent administratif du procureur de la province d'Abra. Turqueza était également un ancien diffuseur de la station de radio locale dzBA.

Le meurtre pourrait être lié à son travail dans le bureau du procureur dans le cadre du ministère de la Justice.

Les persécutés, les harcelés, les menacés

De nombreux autres avocats ont été – et sont encore – l'objet de diverses formes d'attaques, allant de la surveillance, l'étiquetage, l'intimidation, le harcèlement, les menaces aux poursuites sur des accusations fabriquées.

2008



L'avocat du peuple" arrêté par la police locale pour des meurtres qu'on l'accuse d'avoir commis deux ans auparavant, dans la province de Mindoro.

Remigio Saladero

Remigio Saladero, "avocat du peuple" qui a défendu les dossiers sensibles est devenu la cible du gouvernement philippin. Le 23 octobre 2008, ce fervent défenseur des droits des travailleurs a été arrêté par la police locale pour des meurtres qu'il aurait commis deux ans auparavant, dans la province voisine de Mindoro, dans le cadre de la lutte insurrectionnelle de la NPA le bras armé du parti communiste philippin associé à un mouvement terroriste. Ses collaborateurs et amis soulignent l'absurdité des crimes dont on tente de l'accuser.

Remigio Saladero est président du Centre d'assistance juridique aux travailleurs. Il défend, à titre gracieux, les travailleurs et syndicats dont les droits sont bafoués, et conseiller juridique de l'une des fédérations syndicales les plus importantes du pays, le KMU.

2009



Désignés comme cibles dans un document militaire

Carlos Zarate, Angela Librado-Trinidad, et Lilibeth Ladaga

Carlos Zarate, Angela Librado-Trinidad et Lilibeth Ladaga ont été contraints de former un recours d'Amparo au bureau du greffe de la Cour de Justice Regionale (RTC) de Davao City. Tous sont cités dans une présentation PowerPoint fuite qui énumère les noms de 105 personnes, dont des défenseurs des droits de l'homme. Le document a été marqué «secret» et fut décrit comme le «3^e trimestre 2007 OB résultat de validation» prétendument préparé dans le cadre du bureau du Chef d'état-major adjoint chargé du renseignement de la 10^e division d'infanterie.

Carlos Isagani Zarate est l'ancien président de la section de Davao du Barreau Intégré des Philippines (IBP), il est secrétaire général de l'Union des avocats du peuple de Mindanao (UPLM)

après avoir été précédemment coordinateur pour le Free Legal Assistance Group (FLAG) de Davao City. L'UPLM est une organisation de groupes d'avocats à Mindanao. Il fournit également des services pro bono et d'assistance juridique aux victimes de violations des droits de l'homme.

L'un des nombreux cas que Carlos Isagani Zarate a représenté dans le passé est celui de Luisito Bustamante, un agriculteur qu'un groupe paramilitaire avait illégalement arrêté, détenu et torturé dans un camp militaire en Novembre 2007.

Angela Librado-Trinidad est avocate et militante des droits des femmes. Elle est une conseillère en place du premier arrondissement de Davao City. Elle a également travaillé avec une organisation locale non gouvernementale qui fournit une aide juridique aux femmes et aux enfants maltraités.

Lilibeth Ladaga, également membre de l'UPLM, est la coordinatrice actuelle du Free Legal Assistance Group (FLAG) de Davao City.

2014



Bartolome Rayco et Madonna Escio

*Violences et arrestation
illégal des défenseurs des
consommateurs d'énergie
à Bicol.*

Le 24 Février 2014, Bartolome Rayco, avocat des consommateurs d'énergie à Bicol a été arrêté à l'occasion d'un rassemblement de près de 100 consommateurs dans l'enceinte de l'entreprise de service public de distribution d'électricité local, Albay Electric Cooperative (ALECO) à Bicol. Opposés aux pratiques monopolistiques de l'entreprise, les consommateurs d'ALECO protestaient contre la prochaine prise de contrôle de la cooperative par la Société d'énergie San Miguel (SMEC), détenue par le clan Cojuanco, dont ils affirment qu'elle va entraîner l'augmentation des tarifs d'électricité. 18 policiers - dont certains en civil - ont voulu obliger les participants à se disperser. Aux alentours de midi, trois hommes ont été arrêtés par la police, y compris Vince Casilihan, le porte-parole de KARAPATAN-Bicol. Ils ont été appréhendés avec force, poussés sur le trottoir, et menottés. Un professeur de droit, également avocate, Madonna Gay Escio, vice-président NUPL de Luzon, a été blessée dans la bagarre en essayant d'intervenir rapidement. Elle a été poussée par des policiers d'arrêt et se plaint de douleurs au bras gauche.

Bartolome Rayco, le président de National Union of People's Lawyer (NUPL) section de Albay, qui est aussi l'avocat de l'AMMSO (ALECO Multi-Sectoral Stakeholders' Organization – l'organisation multi-sectorielle des intervenants Aleco (AMSSO) s'est approché du groupe au cours de l'arrestation en sa qualité de conseil des personnes arrêtées pour affirmer qu'ils exerçaient leurs droits en tant que consommateurs de Aleco.

L'avocat a été à son tour arrêté et amené par des policiers à l'intérieur du véhicule de police. Sans autre formalité, le chef de la police s'est borné à déclarer "Isama na yan" (Emmenez-le avec eux). La police a accusé Rayco, et les trois autres personnes arrêtées de «coercition grave et d'action malveillante».

Dans la soirée, les quatre interpellés ont excipé de l'illégalité de leur arrestation devant le Procureur de la Ville. Vers 23 heures30, l'arrestation sans mandat a été jugée arbitraire et les accusations ont été reconnues sans fondement. Leur libération est intervenue, le 25 Février 2014, à 1 heure du matin.

2014

Maria Catherine Dannug-Salucon

Une série d'actes de surveillance et d'intimidation chez elle et à son cabinet

Depuis le meurtre de son assistant juridique, William Bugatti, le 25 mars 2014, Maria Catherine Dannug-Salucon fait face à une série d'actes de surveillance et d'intimidation continues chez elle et à son cabinet.

Avocat de Isabela, Maria Catherine Dannug-Salucon est membre fondateur et commissaire national récemment élue du National Union of People's Lawyers – NUPL (Syndicat national des avocats du peuple). Dans la matinée du 24 mars, Maria Catherine Dannug-Salucon a assisté avec son assistant juridique, William Bugatti les deux prisonniers lors d'une audience politiques René Boy Abiva et Virgilio Corpuz, jugés pour meurtre et tentative de meurtre à Lagawe, Ifugao.

Dans la soirée, William Bugatti a été tué par des personnes habillées en civil à Bolog, Kiangan, Ifuago. Auparavant il avait été menacé de mort, harcelé et placé sous surveillance. Selon des groupes de droits de l'homme les hommes armés sont des membres des forces de sécurité gouvernementales.

Après la mort de William Bugatti, Catherine Dannug-Salucon a appris d'une source très fiable que la Division du renseignement régional de la Police nationale des Philippines (PNP) aurait été ajoutée à la liste de surveillance de l'armée philippine pour soutien et prestation de services juridiques aux membres présumés du Parti communiste des Philippines. Il a été ordonné à la PNP de Burgos, Isabela, la ville où elle vit, d'enquêter sur elle.

De fait, des hommes en moto ont patrouillé près de son cabinet, des individus qui appartiendraient au groupe militaire de renseignements (MIG) se sont rendus plusieurs fois au cabinet de l'avocate, ont questionné le personnel et les voisins.

Catherine D. Salucon a déposé une demande d'ordonnance en amparo et bref d'habeas data, le 11 Avril à la Cour d'appel. Elle a demandé une protection temporaire pour elle et sa famille contre les «menaces à sa vie, à la liberté et à la sécurité» qu'elle subit.

2014

Nena Santos

Menaces de radiation du barreau pour l'avocate des victimes du massacre d'Ampatuan pour la mise en cause du traitement du dossier.

Le 1^{er} aout 2014, le Sous-secrétaire d'Etat a la Justice, Francisco Baraan, a sommé Nena Santos d'avoir à prouver ses allégations selon lesquelles certains procureurs auraient été soudoyés pour entraver le cours normal des poursuites contre les accusés dans le procès du massacre d'Ampatuan. Il a ajouté que dans le cas contraire, les procureurs prendront des mesures contre elle. Il a averti qu'elle pourrait être radiée du barreau pour avoir menti.

Nena Santos est l'un des avocats des familles des 27 victimes de la tuerie, dans l'affaire du massacre d'Ampatuan. Le massacre est le pire incident violent liées aux élections dans l'histoire des Philippines. Il est également considéré comme l'événement plus meurtrier dans le monde pour les journalistes.

Les dirigeants de la famille d'Andal Ampatuan Sr, qui était le gouverneur de la province au moment du massacre, et leurs hommes sont accusés d'avoir tué 58 personnes, dont 32 journalistes, dans la province méridionale de Maguindanao le 23 Novembre 2009, dans le but d'entraver la tentative d'un rival de devenir gouverneur.

Ampatuan, 5 de ses fils et deux de ses petits-fils et au total 104 suspects sont jugés pour les meurtres. Le procès, commencé en janvier 2010, a été critiqué pour sa lenteur, soulevant des questions sur la capacité de l'administration Aquino de rendre justice aux familles des 58 victimes avant la fin de son mandat en 2016.

Après avoir gardé le silence Nena Santos dans une interview, a laissé entendre que «beaucoup» de procureurs de l'Etat recevraient des pots de vin du clan Ampatuan dans l'affaire.

Santos a déclaré que depuis deux ans, les avocats ne sont plus consultés sur l'affaire. Progressivement, les procureurs de l'Etat ont annoncé qu'ils vont abandonner les charges contre les 104 accusés pour n'en retenir que contre 28 accusés

Ce changement d'attitude coïnciderait selon Nena Santos avec le versement de pots de vins. Parallèlement, des pressions sont exercés pour que Nena Santos abandonne la défense de ses clients. Précédemment, en 2012, selon les déclarations d'un témoin une offre de 300 millions a été fait pour que Nena Santos abandonne l'affaire.

De son côté, le Sous-secrétaire d'Etat à la Justice a nié que le procureur de l'Etat ait été limogé pour avoir accepté des pots de vin. Il a dit que le procureur n'avait pas été congédié, mais avait démissionné en raison de "problèmes soulevés contre lui." Nena Santos reste sous la menace.

IN MEMORIAM

Antonio Abad Tormis



Le 3 Juillet 1961, Antonio Abad Tormis, 45 ans, a été abattu à son domicile, à Saint-Borromée, Cebu City, par un tireur non identifié. Il avait dénoncé les anomalies commises par le trésorier de Cebu City.

L'assassin et le cerveau du crime, le trésorier de la ville, ont été condamnés. Connu pour ses critiques acerbes des fonctionnaires corrompus, il offrait, en tant qu'avocat, ses services gratuitement aux plus défavorisés.

Alfonso Surigao



Le 24 juin 1988, Alfonso Surigao, 44 ans, a été tué par un tireur non identifié à son domicile de Cebu City.

Il était alors président du conseil régional d'Amnesty International.

Juste avant d'être attaqué, il avait défendu 24 réfugiés arrêtés à Manille et accusés d'être des rebelles communistes. Ils avaient été harcelés et menacés par un groupe d'autodéfense locale, qui a été désigné comme l'organisateur de l'assassinat.